



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DECONS Établissements**

Louens  
1701, Route de Soulac  
33290 Le Pian-Médoc

Références : 25-382  
Code AIOT : 0005201076

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/04/2025 dans l'établissement DECONS Établissements implanté Louens 1701, Route de Soulac 33290 Le Pian-Médoc. L'inspection a été annoncée le 26/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 24 avril 2025 s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle de l'Inspection des installations classées. Elle vise à vérifier le respect des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2023 et notamment les prescriptions liées au réexamen IED.

Les écarts réglementaires relevés lors de la précédente inspection du 7 février 2024 ont également été évoquées. L'exploitant avait apporté des réponses au rapport faisant état des constats établis lors de la précédente inspection en date du 11 avril 2024. Les points ayant fait l'objet d'écarts non

repris dans le présent rapport sont considérés comme levés au regard des justificatifs transmis.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DECONS Établissements
- Louens 1701, Route de Soulac 33290 Le Pian-Médoc
- Code AIOT : 0005201076
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Établissements DECONS exploite, sur la commune du Pian-Médoc, une plateforme de récupération et de préparation à la valorisation de déchets de métaux ferreux et non ferreux. Le site couvre une surface de 14,13 ha. Les activités exercées sont les suivantes :

- tri, transit, regroupement et traitement (par broyage et cisailage) de déchets de métaux ferreux et non ferreux ;
- récupération, dépollution, démontage et broyage de véhicules hors d'usage (VHU) : centre et broyeur VHU ;
- tri, transit et regroupement de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ;
- traitement par broyage de D3E (gros appareils électroménagers) ;
- démantèlement (retrait des condensateurs) de D3E hors froid (de type petits appareils ménagers : lave-vaisselle, sèche-linge, lave-linge, micro-ondes et hottes aspirantes, etc.) ;
- tri, transit et regroupement de déchets dangereux (batteries usagées) ;
- tri, transit et regroupement de déchets non dangereux non inertes de plastiques et de pneumatiques usagés ;
- collecte de déchets dangereux (batteries) et de déchets non dangereux non inertes.

L'exploitation des installations est encadrée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2023. Pour rappel, cet arrêté acte les modifications des conditions d'exploitation de l'installation décrites dans le dossier déposé en 2022 et le réexamen IED.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- IED-MTD
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Risque Foudre	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.3.5 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
2	Rétention	AP	Avec suites, Demande	Demande d'action	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
		Complémentaire du 07/08/2023, article 7.5.3 (extrait)	de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	corrective, Mise en demeure, respect de prescription	
3	Analyses des rejets aqueux	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 9.2.3.1 (extrait)	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Rejets de substances dangereuses dans l'eau	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 9.2.3.2 (extrait)	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Eaux souterraines	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 9.2.4.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
6	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 9.2.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
9	Moyens de lutte incendie (hors RIA)	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.6.3 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
10	Confinement des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.6.6 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Emissions diffuses de poussières	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section VI	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
8	Moyens de lutte incendie (MED) : RIA	AP de Mise en Demeure du 11/03/2022, article 1er (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
11	Installations électriques	AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.3.3 (extrait)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux écarts réglementaires ont été relevés. Une remise en conformité par voie de mise en demeure est proposée au préfet de la Gironde.

Par ailleurs, il a été constaté que les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 mars 2022 portant sur le point restant (à savoir la remise en état des RIA) sont respectées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Risque Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.3.5 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification des installations
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 07/02/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(ent) été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification</p>

complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. [...]

#### **Constats :**

Pour rappel, le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre réalisée par l'APAVE le 7 avril 2023, présentait plusieurs réserves, en particulier les réserves n° 221, 2862, et 233 correspondant à l'implantation de certains paratonnerres non conformes à l'étude technique et l'absence de liaison entre les paratonnerres et la charpente.

De plus, une autre réserve (n°1067) portait sur la mise en place de paratonnerres avec système de test filaire et non pas de paratonnerres testables à distance comme demandé par l'étude technique précitée.

Selon le rapport de levée de réserves établi par FRANKLIN FRANCE le 29 septembre 2023, l'étude technique du risque foudre a été modifiée et elle prend notamment en compte les nouvelles implantations des paratonnerres. Pour la réserve n°1067, il est indiqué que la réglementation n'exige pas la mise en place de paratonnerres testables à distance et que cette option n'a pas été retenue par l'exploitant dans la cadre de la validation du devis proposé.

Il avait ainsi été demandé à l'exploitant de transmettre l'étude technique foudre mise à jour et de justifier que l'ensemble des mesures et des dispositifs de protection contre la foudre mis en place répond aux exigences de cette étude. Les éventuels travaux correctifs permettant de répondre à ces exigences devaient être entrepris.

L'étude technique RG Consultant mise à jour le 29 septembre 2023 a été communiquée par courriel du 11 avril 2024. A noter que pour la réserve n°1067, l'étude technique mise à jour exige toujours des paratonnerres testables à distance.

De plus, le rapport annuel de vérification visuelle réalisé par l'APAVE le 13 juin 2024 a été transmis par courriel du 13 juin 2024. Celui-ci met en évidence des non-conformités dont la majeure partie sont identiques à celles relevées lors de la vérification complète d'avril 2023 susvisée.

**A ce jour, la société DECONS n'a donc pas justifié de la mise en conformité des installations de protection contre la foudre présentes sur site selon les exigences de l'étude technique.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'Inspection des installations classées propose au préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 7.3.5 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023, sous un délai de six mois, en mettant en place les dispositifs de protection et les mesures de prévention contre le risque foudre répondant aux exigences de l'étude technique réalisée par RG CONSULTANT.**

**L'exploitant procède, sous ce même délai, à la vérification complète des installations de protection contre la foudre par un organisme compétent afin de justifier de la réalisation des travaux de mise en conformité et transmet une copie du rapport des résultats à l'Inspection des installations classées sous ce même délai.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.5.3 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien de la dalle bétonnée
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou mélanges dangereux sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou mélanges dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers...).</p> <p>En particulier, l'état et l'étanchéité de la dalle bétonnée recouvrant le site sur une surface de 77 000 m<sup>2</sup> conformément au plan joint en annexe 3 font l'objet d'entretien et de surveillance à intervalles réguliers (au moins une fois par an). Ces contrôles sont tracés et les éléments justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>À l'issue de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de tracer les contrôles annuels d'étanchéité et de l'état de la dalle.</p> <p>Par courrier du 11 avril 2024, l'exploitant a indiqué procéder à des contrôles visuels de manière trimestrielle et avoir mis en place une fiche de contrôle. Cette dernière a été présentée durant l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les contrôles ne sont pas tracés de manière trimestrielle mais annuellement : en effet, les seuls résultats consignés sont ceux d'avril 2024 et mars 2025 ;</li> <li>- le contrôle du 3 avril 2024 met en évidence la présence de trous dans la dalle bétonnée au niveau de la zone de fluffs et de la zone de broyage. Selon la fiche de suivi, des travaux de réfection de la dalle ont été entrepris en décembre 2024. Les zones réparées ont été constatées durant l'inspection.</li> </ul>

- le dernier contrôle date du 5 mars 2025 : la présence d'un trou en formation a été relevée au niveau de la zone de cisailage. **En effet, lors de l'inspection, il a été constaté que la dalle était détériorée sur une surface d'environ 2 m<sup>2</sup> : l'activité de cisailage était à l'arrêt le jour de l'inspection. L'exploitant a affirmé qu'une entreprise a été sollicitée pour effectuer les réparations mais aucun justificatif n'a pu être présenté. Cette situation présente ainsi des risques de pollution des sols et des eaux souterraines : en effet, les eaux pluviales ruisselant sur les stockages de déchets susceptibles d'être polluées (par lixiviation) peuvent s'écouler vers la zone dégradée et s'infiltrer ainsi dans le sol.**

Exceptée la zone dégradée au niveau de l'aire de cisailage, les autres parties visibles (non encombrées par les stockages de déchets) de la dalle bétonnée étaient en bon état.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Bien que la fréquence minimale annuelle de contrôle de l'état et de l'étanchéité de la dalle bétonnée recouvrant le site soit respectée, l'exploitant trace l'ensemble des résultats des contrôles visuels trimestriels sous un délai de trois mois.

L'Inspection des installations classées propose au préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023, sous un délai de trois mois, en stockant les déchets dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution en rendant étanche la dalle recouvrant le sol de l'installation. Les justificatifs sont transmis à l'Inspection des installations classées sous ce même délai (facture, PV de fin de travaux, etc.).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

### N° 3 : Analyses des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/08/2023, article 9.2.3.1 (extrait)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des VLE et de la fréquence de surveillance

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2024

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions minimum suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Fréquence des mesures	Méthode d'analyse
Point de rejet vers le milieu récepteur N° 1 (Cf. repérage)		



récepteur N° 1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5)		
Débit	Semestrielle	Selon les normes en vigueur
Température	Semestrielle	
pH	Semestrielle	
MES	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
DCO	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
DBO5	Semestrielle	
Hydrocarbures Totaux (fraction carbonée C5 à C40)	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
Fer + Aluminium	Semestrielle	
Zinc et ses composés	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
Plomb et ses composés	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	

Cuivre	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
Chrome Hexavalent	Semestrielle	
Chrome total	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
Nickel et ses composés	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
Manganèse et ses composés	Semestrielle	
Etain et ses composés	Semestrielle	
Cyanures	Semestrielle	
Arsenic et ses composés	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
Cadmium et ses composés (Cd)	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	
Mercure (Hg)	Mensuelle ou à chaque rejet si la fréquence des rejets est inférieure à la fréquence mensuelle	

Métaux totaux (Pb, Cu,Cr, NI, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	Semestrielle	
Métaux totaux (Mn, Fe, Co, Ni, Cu, Zn, Ag et Pb)	Semestrielle	
P C B ( s o m m e d e s concentrations des 7 congénères suivants : 28, 52, 101, 138, 153, 180 et 194)	Semestrielle	
HAP	Semestrielle	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	Semestrielle	
Indice Phénols	Semestrielle	
BTEX *	Semestrielle	
COHV *	Semestrielle	
Nonylphénol	Trimestrielle	
Hexachlorocyclohexane	Trimestrielle	

[...] À l'issue des deux premières analyses semestrielles consécutives (celles-ci doivent être réalisées de manière représentative suite à un épisode pluvieux), l'exploitant évalue la pertinence de la mesure des paramètres marqués par un astérisque (\*) notamment au regard des seuils de détection du laboratoire agréé. Sur la base de cette évaluation et avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées, la surveillance de ces paramètres pourra être abandonnée. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation. [...]

#### Constats :

A l'issue de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de :

- s'assurer que le laboratoire chargé de la surveillance des rejets prend en compte la bonne VLE

- s'assurer que le laboratoire chargé de la surveillance des rejets prend en compte la bonne VLE pour le paramètre des hydrocarbures : la VLE à considérer est 5 mg/l et non pas 10 mg/l ;
- mettre en place un suivi de la surveillance des rejets aqueux de l'installation en intégrant une interprétation des résultats obtenus (en particulier la cause et l'ampleur des éventuels écarts relevés).

La surveillance des rejets aqueux est réalisée par le laboratoire EUROFINS. Selon les derniers rapports d'analyses figurant sur GIDAF (par exemple le rapport des analyses de mars 2025), la VLE pour les hydrocarbures a été rectifiée. L'écart relevé lors de la précédente inspection est levé.

Les résultats des analyses des rejets aqueux de 2024 jusqu'à février 2025 ont été consultés sur GIDAF. Selon GIDAF, un dépassement est observé pour le paramètre de l'arsenic lors des analyses de mars et mai 2024. Or, la teneur relevée est de 0,005 mg/l pour une VLE de 0,025 mg/l lorsque le flux dépasse 0,5 g/j ; celle-ci est donc respectée. La VLE de 0,025 mg/l est enregistrée dans le cadre GIDAF comme une concentration minimale, ce qui induit un dépassement sur l'application. Celui-ci doit être mis à jour par l'Inspection des installations classées.

Les flux pour certains paramètres (notamment arsenic, plomb, mercure, cadmium, chrome, cuivre) n'ont pas été analysés pour les mois de juin à décembre 2024 et janvier 2025. L'exploitant signale que cette situation est due au fait que les teneurs relevées restent en dessous de la limite de quantification du laboratoire.

Par ailleurs, le paramètre des cyanures n'a pas été mesuré lors des analyses du premier semestre 2024 effectuées en mai. L'exploitant n'a fourni aucune explication sur ce sujet et aucune justification ne figure ni sur le rapport d'analyses, ni sur GIDAF. Le suivi et l'interprétation des résultats ne sont donc pas réalisés correctement. À noter qu'un écart avait déjà été formulé lors de la précédente inspection sur ce point.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant établit, sous un délai de trois mois, un suivi de la surveillance des rejets aqueux de l'installation en intégrant une interprétation des résultats obtenus (en particulier la cause des éventuels écarts relevés et des mesures manquantes).**

**Par ailleurs, il transmet sous ce même délai une évaluation de la pertinence des mesures des paramètres BTEX et COHV accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article 9.2.3.1 de l'arrêté préfectoral en vigueur.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 4 : Rejets de substances dangereuses dans l'eau**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/08/2023, article 9.2.3.2 (extrait)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Programme de surveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le

<p>programme de surveillance au point de rejet n°1 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5) dans les conditions suivantes : « tableau définissant les modalités de surveillance figurant à l'article 9.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 7/08/2023 » [...]</p> <p>L'exploitant remet à l'Inspection des installations classées, sous un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté, un rapport de synthèse de cette surveillance [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant avait présenté le devis validé du 16 janvier 2024 d'EUROFINS concernant la surveillance des rejets des substances dangereuses dans l'eau définie par les dispositions de l'article 9.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023.</p> <p>A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis par courriels du 24 et 28 avril 2025 les résultats de la surveillance des rejets des substances dangereuses dans l'eau définie par les dispositions de l'article 9.2.3.2 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023. Les analyses ont été réalisées en 2024 de manière trimestrielle et portent sur l'ensemble des substances listées par les dispositions précitées.</p> <p>L'exploitant a indiqué ne pas avoir établi à ce jour le rapport de synthèse. A noter que ce rapport était attendu sous un délai d'un an à compter de la notification de l'arrêté préfectoral en vigueur, soit au plus tard le 11 septembre 2024.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Considérant que la société DECONS a finalisé la surveillance des rejets des substances dangereuses dans l'eau susvisée, aucune mise en demeure formelle n'est proposée à ce stade. Néanmoins, il convient de transmettre, sous un délai maximal de trois mois, le rapport de synthèse de cette surveillance contenant l'ensemble des éléments listés par les dispositions de l'article 9.2.3.2 de l'arrêté préfectoral en vigueur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2023, article 9.2.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Les analyses sont également réalisées pour évaluer la qualité des eaux souterraines au niveau des deux forages d'exploitation du site. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.</p> <p>Les analyses des eaux prélevées portent sur les polluants suivants : « Tableau définissant le programme de surveillance des eaux souterraines » Une carte indiquant les niveaux iso-pièzes et le(s) sens d'écoulement de la nappe est réalisée à l'occasion de chaque prélèvement. Pour chaque</p>

puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

#### Constats :

Pour rappel, lors de la précédente inspection il avait été constaté que certains paramètres n'étaient pas mesurés : hydrocarbures (fraction carbonée C5 à C10), COHV, BTEX et PCB. En effet, le programme de surveillance des eaux souterraines pour l'année 2023 était resté basé sur l'ancien arrêté préfectoral d'autorisation daté de 2015.

Lors de l'inspection du 7 février 2024, l'exploitant avait présenté le devis validé et signé du 9 février 2024 d'ASS'TECH ENVIRONNEMENT attestant que les paramètres manquants étaient bien pris en compte dans la liste des substances à analyser (un compte rendu interprétatif était également prévu).

Selon les données transmises via GIDAF, les dernières campagnes de surveillance des eaux souterraines ont été réalisées en juin et novembre 2024. Les comptes-rendu interprétatifs ont été communiqués par courriel du 24 avril 2024.

#### **L'Inspection constate que certains paramètres ne sont toujours pas étudiés : COHV, BTEX et PCB.**

De plus, selon le rapport d'ASS'TECH ENVIRONNEMENT, des anomalies sont identifiées au niveau de l'ouvrage Pz2 pour le pH, la conductivité et les composés métalliques (Al, Fe et Ni). L'exploitant n'a communiqué aucune explication sur ces résultats.

Par ailleurs, le rapport ne précise pas le sens d'écoulement de la nappe.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant se positionne, sous un délai de trois, sur les teneurs anormalement élevées en composés métalliques au niveau de l'ouvrage PZ2 (le sens d'écoulement des eaux souterraines devra notamment être indiqué).

Par ailleurs, l'Inspection propose au préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 9.2.4.3 de l'arrêté préfectoral en vigueur en procédant à la surveillance des eaux souterraines pour l'ensemble des substances listées par les dispositions de l'article précité (et notamment les COHV, BTEX et PCB). Les justificatifs sont transmis à l'Inspection sous ce même délai (rapport des résultats de la prochaine campagne de mesures incluant les paramètres manquants).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 6 : Rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/08/2023, article 9.2.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets

**Prescription contrôlée :**

L'auto surveillance par la mesure des émissions canalisées porte sur le rejet suivant : Conduit N° 1 - Ligne de broyage : « Tableau définissant les fréquences d'analyses figurant à l'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7/08/2023 »

Par défaut, les méthodes d'analyse correspondent aux méthodes normalisées de référence fixées dans un avis publié au Journal officiel. Au bout de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant évalue la pertinence de la mesure des paramètres des PCB de type dioxine, PCDD/F et retardateurs de flammes bromés notamment au regard des seuils de détection du laboratoire agréé. Sur la base de cette évaluation et avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées, la surveillance de ces paramètres pourra être abandonnée. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les éléments techniques permettant d'attester la conformité des rejets atmosphériques de l'installation durant les trois premières années de surveillance.

#### **Constats :**

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que certains paramètres n'avaient pas fait l'objet de mesure lors des dernières campagnes de surveillance des rejets atmosphériques en sortie du broyeur : retardateurs de flamme bromés, PCB type dioxine, PCDD/F et COVT (pour rappel, ces paramètres correspondent aux nouvelles substances à analyser fixées par l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles liées à la directive IED). En effet, la surveillance était restée basée jusqu'à fin 2023 sur les dispositions de l'ancien arrêté préfectoral d'autorisation de 2015.

L'exploitant avait transmis le bon de commande attestant que l'ensemble de ces paramètres est bien pris en compte dans le programme de surveillance pour 2024.

Lors de l'inspection du 24 avril 2025, l'exploitant a indiqué avoir réalisé des mesures des rejets atmosphériques uniquement au premier semestre 2024 étant donné que le broyeur était à l'arrêt durant trois mois au second semestre (d'octobre à décembre). La fréquence de surveillance n'est donc pas respectée.

**L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les analyses du second semestre 2024 auraient pu être décalées et réalisées en début d'année 2025 lors de la remise en route du broyeur (sans se substituer aux mesures du premier trimestre 2025).**

Les analyses du premier semestre 2024 ont été effectuées les 14 et 15 mai par l'APAVE. L'ensemble des paramètres du programme de surveillance défini par l'arrêté préfectoral en vigueur a bien été pris en compte. Les concentrations et flux relevés sont conformes aux VLE en vigueur.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'Inspection propose au préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 en mettant en place une surveillance semestrielle des rejets atmosphériques en sortie du système de traitement des émissions atmosphériques du broyeur. L'exploitant doit transmettre le rapport d'analyse des rejets atmosphériques du premier semestre de 2025.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Emissions diffuses de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1, section VI
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Impact des retombées atmosphériques de poussières
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous : [...]</p> <p>- d (Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses) : Cela inclut des techniques telles que :</p> <p>→ le stockage, le traitement et la manutention des déchets et matières susceptibles de générer des émissions diffuses dans des bâtiments fermés ou dans des équipements capotés (bandes transporteuses, par exemple), [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'issue de la précédente inspection, l'exploitant devait lister précisément les techniques proposées par la MTD 14 mises en œuvre pour prévenir les émissions de poussières au niveau des deux broyeurs (LINDEMANN et MTB) et démontrer en quoi les techniques proposées satisfont à cette MTD.</p> <p>En effet, dans le cadre de son dossier de réexamen IED déposé en 2022 et de la justification de la conformité par rapport à la MTD14, l'exploitant avait uniquement indiqué que la ligne de broyage principale (broyeur LINDEMANN) dispose de deux installations d'aspiration de l'air et de dépoussiérage.</p> <p>Par courrier du 11 avril 2024, la société DECONS a précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- concernant le broyeur LINDEMANN : les poussières émises dans la chambre de broyage et dans l'aéro-séparateur sont aspirées vers le système de dépoussiérage (filtre à manches). Les émissions diffuses sont situées au niveau de la ligne de tri des résidus de broyage légers (au niveau du trommel).</li> <li>- concernant le broyeur MTB des résidus de la ligne de broyage, s'agissant d'un broyeur lent à faible hauteur, les poussières émises sont grossières et retombent au sol à l'intérieur du périmètre de l'installation.</li> </ul> <p>L'exploitant liste également dans le courrier précité les différentes techniques mises en œuvre</p>



afin de réduire les émissions atmosphériques diffuses de poussières :

- MTD 14a (réduction du nombre de sources d'émissions diffuses) : une seule source par broyeur (une au niveau de la ligne de tri de résidus légers pour le broyeur LINDEMANN et une au niveau du broyeur MTB) ;
- MTD 14d (confinement, collecte et traitement des émissions diffuses) : les poussières au niveau de la chambre du broyeur LINDEMANN et l'aéro-séparateur sont collectées en milieu fermé. À noter que les convoyeurs en entrée et sortie du broyeur ne sont pas capotés.
- MTD 14e (humidification) : l'exploitant indique qu'un système de brumisation est mis en œuvre au niveau de la ligne de tri des résidus de broyage légers (au niveau du trommel en entrée du broyeur) et des convoyeurs en entrée et sortie du broyeur MTB. La présence de ces dispositifs a été constatée durant l'inspection.
- MTD 14f (maintenance) : des vérifications hebdomadaires de la chambre du broyeur et du broyeur MTB sont mises en places.
- MTD 14g (nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets) : un balayage des sols au niveau du trommel de résidus de broyage légers et du broyeur MTB est réalisé de manière quotidienne.

Au regard de ce qui précède, l'exploitant a mis en place une combinaison de plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses de poussières proposée par la MTD n°14 du BREF WT.

Celles-ci sont considérées comme suffisantes pour répondre à la MTD précitée.

**Par conséquent, la réalisation de l'étude des risques et des impacts générés par les retombées atmosphériques de poussières liées au broyage lent de résidus de broyage (broyeur MTB) et au broyage de déchets métalliques (broyeur LINDEMANN) imposée dans l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 (article 3.1.6) ne paraît pas pertinente. Les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral en vigueur seront mises à jour en conséquence ultérieurement.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Moyens de lutte incendie (MED) : RIA

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 11/03/2022, article 1er (extrait)

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance des dispositifs

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 07/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2024

**Prescription contrôlée :**

La société DECONS SAS qui exploite une installation de collecte, tri, valorisation et de traitement de déchets de métaux sur la commune du Pian Médoc, 1701 route de Soulac, est mise en demeure de respecter :

--> sous un délai de trois mois :

[...]

- les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 janvier 2015 en mettant en place un dispositif d'extinction automatique incendie en entrée du broyeur et en

<p>remettant en bon état de fonctionnement les RIA présents sur le site ; [...] Les délais débutent à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors des deux inspections du 28 mars 2023 et du 7 février 2024, il avait été constaté, selon le rapport de maintenance des RIA établi par CHRONOFEU, qu'un RIA est inaccessible au niveau de la cisaille de ferrailles (RIA n°11). Par courriel du 7 mars 2024, l'exploitant a transmis une photo attestant de l'accessibilité du RIA. Toutefois, celui-ci n'ayant pu être contrôlé par CHRONOFEU lors du passage du 8 février 2024, son bon état de fonctionnement n'avait pas été démontré.</p> <p>Aussi, l'exploitant devait justifier que l'ensemble des RIA est maintenu en bon état de fonctionnement et s'assurer que l'ensemble des moyens de lutte incendie reste accessible en toute circonstance.</p> <p>Par courriel du 14 mai 2025, la société DECONS a communiqué le rapport du contrôle des RIA du 24 avril 2025. Selon ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le RIA n°11 susvisé (au niveau de la cisaille) est accessible ;</li> <li>- une vanne est à remplacer pour le RIA n°2 au niveau du hangar de stockage de métaux ;</li> <li>- le RIA n°7 au niveau du broyeur n'a pas été vérifié.</li> </ul> <p>Par courriel du 16 mai 2025, l'exploitant a transmis les justificatifs de réparation des deux RIA (remplacement en interne du RIA n°2 et bon de commande de réparation du RIA n°7 daté du 16 mai 2025 d'HOUSSAIS ARROSAGE).</p> <p>Par conséquent, <b>au regard de ce qui précède, les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé sur ce point sont respectées.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Moyens de lutte incendie (hors RIA)

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.6.3 (extrait)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification en entretien des dispositifs</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum des moyens définis ci-après : [...]</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les points d'eau incendie suivants :</li> </ul> <p>→ plusieurs poteaux incendie présents (à minima 7) au sein de l'installation d'un diamètre nominal</p>

adapté au débit minimal à fournir de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures, alimentés par un réseau privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;

→ une ou plusieurs réserve(s) d'eau, réalimentées ou non, disponible(s) pour le site et dont les organes de manœuvre et les prises de raccordement sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. L'aire d'alimentation de ces réserves d'eau du site ne doit pas être impactée par les flux thermiques générés par un incendie,

Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 480 m<sup>3</sup>/h durant deux heures (conformément au document technique D9).[...]

L'exploitant s'assure de la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie. Il est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau et notamment la réalisation d'essais de débits en fonctionnement simultané des poteaux incendie (ces essais sont réalisés au plus tous les 3 ans), le dimensionnement de(s) réserve(s) d'eau d'extinction incendie ainsi que la réalisation des essais de mise en aspiration. [...]

- des robinets d'incendie armés situés à proximité des issues. [...]

- une rampe d'aspersion à déclenchement automatique au niveau du convoyeur en sortie du broyeur [...]

- 3 canons à eau à déclenchement manuel d'un débit unitaire de 150 m<sup>3</sup>/h fixes positionnés vers la zone de stockage des déchets en attente de broyage et alimentés par une pomperie incendie ; [...]

- un système d'extinction automatique incendie (2 canons à eau) au niveau du convoyeur en entrée du broyeur ;

[...]

- une rampe d'arrosage à déclenchement automatique dans la chambre du broyeur ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures de tri, transit et regroupement de déchets et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées; [...]

### Constats :

A l'issue de l'issue de la précédente inspection, l'exploitant devait :

- justifier la programmation d'une vérification d'entretien et de maintenance des dispositifs de lutte contre l'incendie suivants pour 2024: rampe d'aspersion au niveau du convoyeur en sortie du broyeur, canons à eau au niveau des stockages de déchets en attente de broyage, système d'extinction automatique incendie au niveau du convoyeur en entrée du broyeur, rampe d'arrosage à déclenchement automatique dans la chambre du broyeur ;

- justifier la disponibilité du débit d'eau requis pour la défense incendie du site;

- justifier la remise en état des deux poteaux incendie (n°1 et 126);

- justifier le bon dimensionnement de la réserve d'eau permettant d'alimenter les canons à eau au niveau de la zone de stockage des déchets en attente de broyage.

Par courriel du 24 avril 2025, l'exploitant a communiqué les justificatifs de maintenance des dispositifs de lutte contre l'incendie suivants :

- rapport de la vérification des extincteurs du 15 février 2024 réalisée par CHRONOFEU ;

- rapport de maintenance du 22 février 2024 établi par CHRONOFEU pour les dispositifs suivants : 3 canons à eau canons à eau au niveau des stockages de déchets en attente de broyage (correspondant aux 3 lances monitor 2000 l/min mentionnées sur le rapport), 2 canons à eau au niveau du convoyeur en entrée du broyeur (correspondant aux 2 lances monitor 500 l/min

mentionnées sur le rapport) et les rampes d'aspersion au niveau du convoyeur en sortie du broyeur et dans la chambre du broyeur (correspondant à l'« extinction manuelle broyeur » mentionnée sur le rapport) ;

- rapport de contrôle des 7 poteaux incendie du 23 janvier 2025 effectué par CHRONOFEU ;
- attestation CHRONOFEU concernant le test en fonctionnement simultané de 4 hydrants du 4 décembre 2024 certifiant qu'aucun des poteaux incendie ne peut garantir un débit d'au moins 60 m<sup>3</sup>/h en simultané (ce débit n'est atteint que lorsqu'un seul hydrant est en fonctionnement).

Ces éléments appellent plusieurs remarques de la part de l'Inspection des installations classées :

- le poteau incendie n° 124 n'a pas été contrôlé par CHRONOFEU ;
- les deux poteaux n°1 et 126 sont en bon état de fonctionnement ;
- **le débit d'eau requis pour la défense incendie de l'installation (soit 480 m<sup>3</sup>/h) n'est actuellement pas disponible sur le site** : sur ce point, l'exploitant a indiqué avoir rendez-vous avec le SDIS local pour la mise en place de 2 réserves d'eau incendie d'un volume unitaire de 420 m<sup>3</sup> afin de garantir ce débit (à l'aide de ces 2 réserves et du poteau incendie pouvant assurer un débit de 60 m<sup>3</sup>/h). À noter que ces réserves seront situées à proximité du bassin de traitement des eaux pluviales (leur emplacement a été défini en collaboration avec le SDIS).
- **les rampes d'aspersion au niveau du convoyeur en sortie du broyeur et de la chambre du broyeur ne sont pas munies d'un système de déclenchement automatique contrairement aux exigences de l'arrêté préfectoral en vigueur** et l'exploitant n'a pas justifié en conséquence de la suffisance des dispositifs mis en place (en particulier, aucune demande de modification des conditions d'exploitation n'a été formulée sur ce sujet).

Pour rappel, concernant l'alimentation des canons à eau au niveau de la zone de stockage des déchets en attente de broyage, dans le cadre du dossier de porter à connaissance de 2022 acté par l'arrêté préfectoral en vigueur du 7 août 2023, l'exploitant a considéré (dans le calcul du volume de confinement des eaux d'extinction incendie), un fonctionnement simultané de ces 3 canons à eau sur 25 minutes (comme requis selon la doctrine D9A), ce qui implique un volume total de 187,5 m<sup>3</sup>. Selon les données figurant dans le dossier de porter à connaissance précité, la réserve d'eau associée à ces dispositifs est de 110 m<sup>3</sup>. Or, le jour de l'inspection du 24 avril 2025, l'exploitant a signalé que cette réserve est alimentée par un forage et que son remplissage est ainsi réalisé de manière automatique.

**Au regard de ce qui précède, seul l'écart portant sur la disponibilité du débit d'eau requis pour la défense incendie du site est maintenu. Les autres écarts relevés lors de la précédente inspection du 7 février 2024 sont levés.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'Inspection des installations classées propose au préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 :**

- **en assurant le débit d'eau requis de 480 m<sup>3</sup>/h pour la défense incendie de l'installation : les justificatifs de la disponibilité de ce débit doivent être transmis à l'Inspection des installations classées sous ce même délai ;**
- **en mettant en place un système de déclenchement automatique au niveau des rampes d'aspersion au niveau du convoyeur en sortie du broyeur et de la chambre du broyeur. A défaut, une demande de modification des conditions d'exploitation accompagnée de l'ensemble des éléments d'appréciation doit être formulée.**

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Confinement des eaux d'extinction incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.6.6 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Capacité de confinement
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité de confinement sur le site présente un volume de rétention disponible et suffisant qui ne peut être inférieur à 1920 m<sup>3</sup>. Les éléments justifiant le dimensionnement et la disponibilité des capacités de confinement sur le site sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>Les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Les dispositifs de confinement sur le site sont maintenus, en temps normal, à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.</p> <p>Les organes de commande des zones de confinement (vannes d'isolement...) sont contrôlés annuellement.</p> <p>Les dispositifs d'isolement et de maintien des eaux d'extinction sur site sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement (avec un dispositif manuel ou doté d'une alimentation électrique autonome) et à partir d'un poste de commande à distance. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par une consigne.</p> <p>A titre de précision, les commandes des dispositifs d'obturation doivent être signalées et accessibles afin d'être mises en œuvre prioritairement par le personnel, ou en son absence par les sapeurs-pompiers. Une signalétique « mode normal » et « mode incendie / pollution » doit être apposée directement sur la vanne ou l'organe afin de pouvoir vérifier, dans n'importe quelle circonstance, le « statut » de la rétention. [...]</p>
<b>Constats :</b>

A l'issue de la précédente inspection, l'exploitant devait :

- définir et préciser les modalités de confinement des eaux d'extinction incendie sur le site et justifier la disponibilité du volume requis de 1920 m<sup>3</sup>. Dans le cas où ces eaux seraient retenues dans le bassin également dédié à la collecte des eaux pluviales de l'installation, l'exploitant met en place, sous ce même délai, un système permettant de s'assurer en permanence de la disponibilité du volume nécessaire pour le confinement de ces eaux.
- signaler correctement la vanne (à l'aide par exemple d'un panneau) ainsi que les positions ouverte et fermée au niveau du tableau de bord ;
- tracer les résultats des tests mensuels de fonctionnement du dispositif d'obturation réalisés en interne.

Le jour de l'inspection du 24 avril 2025, il a été constaté que :

- le tableau de bord et les boutons d'actionnement et de commande de la vanne d'isolement sont correctement signalés ;
  - les résultats des contrôles de fonctionnement de la vanne sont désormais tracés sur un tableau : les 2 derniers contrôles du 4 février et du 7 mars 2025 n'ont soulevé aucun dysfonctionnement.
- Aussi, les écarts sur ces deux points relevés lors de la précédente inspection sont levés.

Concernant le confinement des eaux d'extinction incendie, il était initialement prévu (dans le dossier de porter à connaissance de 2022 acté par l'arrêté préfectoral en vigueur du 7 août 2023) que les eaux d'extinction incendie soient confinées dans le bassin de rétention d'un volume 3500 m<sup>3</sup> et dans le fossé étanche en amont du bassin (volume d'environ 300 m<sup>3</sup>).

Lors de la précédente inspection du 7 février 2024, l'exploitant avait indiqué que ces eaux d'extinction incendie seraient finalement confinées en amont du bassin, au niveau de la cuve de la pompe de relevage qui serait suffisamment dimensionnée pour retenir ces eaux.

Le jour de l'inspection du 24 avril 2025, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer précisément les modalités de confinement des eaux d'extinction incendie.

Par courriel du 2 mai 2024, la société DECONS a communiqué un plan de relevé topographique, établi par un géomètre, des zones du site permettant de retenir le volume de 1920 m<sup>3</sup>. Ce document appelle les remarques suivantes :

- celui-ci ne comporte pas de légende et ne représente pas l'ensemble de l'installation : il ne permet pas d'identifier les zones exactes de rétention prévues pour les eaux d'extinction incendie ;
- le plan n'est accompagné d'aucune explication de la part de l'exploitant sur les modalités de confinement : le bassin et le caniveau (en amont du bassin) de collecte des eaux pluviales semblent faire partie des dispositifs de rétention. Or, le cas échéant, l'exploitant n'a pas précisé le système mis en place permettant de s'assurer en permanence de la disponibilité du volume nécessaire pour le confinement de ces eaux considérant que le bassin de rétention serait dédié à la fois à la collecte des eaux pluviales et des eaux d'extinction incendie (pour rappel, ce point a déjà fait l'objet d'une demande de la part de l'Inspection à l'issue de la précédente visite de contrôle de février 2024). En outre, lors de l'inspection du 23 avril 2025, il a été constaté que le bassin de rétention était rempli par les eaux pluviales.
- la profondeur de la rétention n'est pas précisée pour les zones de rétention située en dehors des bassins dédiés, à savoir les zones situées au niveau des aires imperméabilisées du site (aire de circulation, etc). En effet, seul le volume est indiqué sur le plan (la surface et la hauteur de la rétention sur ces aires ne sont pas spécifiées). Pour rappel, selon le document technique D9A, « la profondeur de la rétention est limitée à 20 cm, à l'exception de zones spécifiques (bassins) pour lesquelles la profondeur n'est pas limitée ».

**Au regard de ce qui précède, la disponibilité du volume de rétention requis pour le confinement des eaux d'extinction incendie n'est pas garantie.**

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'Inspection des installations classées propose au préfet de la Gironde de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous un délai de trois mois, les dispositions de l'article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 7 août 2023 en mettant en place le volume de rétention nécessaire pour le confinement des eaux d'extinction incendie : les justificatifs de la disponibilité de ce volume au regard de la règle D9A (notamment le respect de la profondeur de la rétention en dehors des zones spécifiques) doivent être transmis à l'Inspection des installations classées sous ce même délai. Dans le cas où ce volume est également assuré par des dispositifs de collecte des eaux pluviales de l'installation, l'exploitant met en place, sous ce même délai, un système permettant de s'assurer en permanence de la disponibilité du volume nécessaire pour le confinement de ces eaux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/08/2023, article 7.3.3 (extrait)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification et entretien des installations
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 07/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 11/07/2024</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A l'issue de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de remettre en état les installations électriques du site au regard des écarts relevés durant le contrôle de maintenance de</p>

l'APAVE de novembre 2023 (notamment des dangers déjà signalés concernant l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités, la présence de poussières de nature à provoquer un danger au niveau des armoires électriques et des dysfonctionnements des dispositifs différentiels à courant résiduel).

Par courriel du 24 avril et 2 mai 2025, la société DECONS a transmis :

- le rapport de vérification de l'APAVE pour la vérification des installations électriques de novembre 2024. Celui-ci signale toujours des écarts dont certains ont déjà été signalés (et correspondant à ceux relevés lors du précédent contrôle).
- la facture datée du 25 avril 2025 établie par la société RAMOS portant sur les travaux de réparation nécessaires pour remettre en état les installations électriques.

**Au regard de ce qui précède, l'exploitant a justifié avoir mis en place les mesures correctives nécessaires pour remettre en état les installations électriques du site du Pian Médoc.**

**Type de suites proposées : Sans suite**